



COMMUNIQUÉ DE PRESSE Pour diffusion immédiate Tous les médias québécois

Les réseaux sociaux d'Amérique du Nord réclament une renégociation de l'ALÉNA

Montréal, 25 janvier 2008 - Réunis à Mexico dans le cadre d'une *Rencontre internationale contre le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP)* et des activités entourant la *Semaine mondiale d'actions et de mobilisations* convoquée par le Forum social mondial (FSM), les quatre grands réseaux sociaux d'Amérique du Nord réclament la révision de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), Common Frontiers Canada, le Quixote Center des États-Unis et le Réseau mexicain d'action face au libre-échange (RMALC) font ainsi écho aux positions de plusieurs aspirants à la présidence des États-Unis quant à la nécessité de réviser l'ALÉNA, ainsi qu'aux recommandations émises par des comités parlementaires tant au Canada qu'au Mexique.

« *L'ALÉNA a été imposé à nos peuples sans débat public et ses promesses n'ont pas été remplies. Il est urgent d'établir de nouvelles politiques qui réparent les effets les plus négatifs de l'Accord, en particulier en ce qui a trait aux droits sociaux, économiques et culturels de nos peuples, et à l'environnement* », de déclarer Normand Pépin du RQIC et porte-parole au Québec, pour l'occasion, des quatre réseaux sociaux.

Les réseaux demandent, par le fait même, la suspension des négociations secrètes du PSP ayant cours depuis mars 2005. « *Ces négociations manquent de transparence, et cherchent, entre autres par l'harmonisation, le militarisme et un pacte énergétique dévastateur de l'environnement, à approfondir l'intégration de nos trois pays en répondant uniquement aux exigences et intérêts des grandes entreprises* », affirme monsieur Pépin. Les réseaux dénoncent ainsi la mainmise des gens d'affaires sur les politiques publiques que favorise le PSP.

L'objectif d'une révision de l'ALÉNA est d'établir des relations économiques basées sur la justice sociale et la souveraineté tout en suivant une logique de développement durable. La déclaration des réseaux signale une liste non exhaustive de 10 domaines où des changements sont nécessaires :

- L'agriculture, en suivant les principes de sécurité et souveraineté alimentaire;
- L'énergie, en tant que droit fondamental des peuples;
- La régulation des investissements étrangers et l'élimination du chapitre 11 qui permet aux investisseurs de poursuivre les gouvernements lorsque ceux-ci adoptent des politiques qui pourraient nuire à leurs profits;
- Le rôle de l'État, en tant que garant des droits économiques, sociaux et culturels des populations;

- L'emploi, en consolidant les circuits nationaux de production et en garantissant le respect des droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses;
- La migration, en premier lieu le « droit de ne pas avoir à migrer », ce qui exige de garantir la création sur place d'emplois décents;
- L'environnement et la préséance des accords environnementaux multilatéraux;
- Les services financiers, en régulant l'investissement spéculatif et en recouvrant la capacité des États d'orienter les ressources financières en fonction de leur projet national de développement;
- La protection des droits de propriété intellectuelle, en particulier concernant la production de médicaments génériques qui garantissent le droit à la santé;
- Des mécanismes de résolution des conflits justes et impartiaux auxquels toutes les parties doivent obligatoirement se soumettre.

La déclaration complète est disponible sur le site du RQIC à www.rqic.alternatives.ca

Un autre monde est possible et nécessaire : un monde où les droits des peuples priment sur les profits des grandes entreprises.

– 30 –

Pour informations :

Normand Pépin / Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC)

Tél. 514-899-1070 poste 228; 514-217-6529; pepinn@csd.qc.ca / rqic@ciso.qc.ca